

JULIAN ASSANGE POURCHASSÉ POUR CRIME DE JOURNALISME



PIERRE GUERLAIN *

Le 31 mai 2019, une note publiée par l'ONU a mentionné le rapporteur spécial de l'organisation sur la torture et les traitements cruels ou inhumains, Nils Melzer, qui est le titulaire de la chaire des droits humains à l'Académie du droit international humanitaire et des droits humains à Genève. Il est également professeur de droit international à l'université de Glasgow en Écosse. Cette note, disponible en anglais, incluait la citation suivante : « Les preuves sont accablantes et claires, M. Assange a été délibérément exposé, pendant plusieurs années, à des formes de plus en plus dures de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dont les effets cumulatifs ne peuvent être décrits que comme de la torture psychologique. »¹

Ce professeur de droit de nationalité suisse parlait *es qualités* et indiquait aussi que les droits humains et la dignité de Julian Assange avaient été attaqués par quatre États. « En vingt ans de travail auprès des victimes de guerre, de violence et de persécution politique, je n'ai jamais vu un groupe d'États démocratiques se liguier pour délibérément isoler, diaboliser et maltraiter un individu isolé pendant une aussi longue période et avec si peu de respect pour la dignité humaine et

* PROFESSEUR DE CIVILISATION AMÉRICAINNE, UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE.

1 « UN expert says “collective persecution” of Julian Assange must end now », <<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24665&LangID=E>>.

l'État de droit. » Nils Melzer a aussi indiqué sur son compte Twitter qu'il avait initialement cru à cette diabolisation d'Assange, avant d'examiner le dossier et de lui rendre visite, le 9 mai 2019, dans la prison de haute sécurité de Belmarsh en Grande-Bretagne.

En février 2016, un autre rapport de l'ONU avait conclu qu'Assange, alors réfugié dans l'ambassade équatorienne à Londres, était détenu arbitrairement². Sa privation de liberté l'empêchait alors de se déplacer, mais pas d'utiliser Internet et il n'était pas soumis à des traitements humiliants à l'intérieur de cette ambassade comme ce fut le cas plus tard.

En mai 2019, Melzer pointe les responsabilités de quatre États démocratiques dans la torture psychologique infligée à Assange, celle des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, dont Assange est citoyen et de l'Équateur depuis l'élection de Lenín Moreno.

Avant d'illustrer le parcours d'Assange et d'expliquer les raisons de son traitement inhumain de la part de pays qui habituellement se présentent comme respectueux des droits humains et démocratiques, il est important de noter que si Meltzer a eu accès aux médias alternatifs ou indépendants, il n'a pas été très présent dans les médias dominants. Ceux-ci se disent préoccupés par les infox (*fake news*) et ne font pas grand cas du fait que les informations de WikiLeaks sont toutes vraies. *Le Monde* a donné l'information éminemment politique dans ses pages dites « Pixel » consacrées aux problèmes de l'informatique.

Melzer a donné deux interviews à des médias britanniques, la BBC et Skynews, qui ont choisi de ne pas les diffuser. Puis lorsque la chaîne RT, financée par la Russie, lui a donné la possibilité de s'exprimer, dans l'émission en anglais du journaliste chevronné Chris Hedges, *On Contact*³, il fut critiqué pour avoir choisi un média à la botte « d'un pays qui tue les journalistes ».

Ce traitement médiatique recoupe celui d'Assange lui-même qui fut systématiquement diabolisé, y compris par des médias se disant de gauche et défenseurs des droits humains, comme *Mediapart* en France qui a parlé de « l'histoire d'une déchéance » le 11 avril 2019, avant de se ressaisir quelque peu lorsque les États-Unis ont confirmé qu'ils attaquaient la base même du journalisme d'investigation en

² « The Working Group on Arbitrary Detention Deems the deprivation of liberty of M. Julian Assange as arbitrary », <<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=17012 & LangID = E>>.

³ <https://www.youtube.com/watch?time_continue=378 & v = Fq_P9Nj6N58>.

poursuivant Assange pour espionnage. Tout autre a été l'analyse du *Monde diplomatique* (mai 2019 sous le plume de Juan Branco qui parle de « L'indomptable Julian Assange » et retrace les étapes de sa diabolisation). Serge Halimi avait publié un éditorial au titre fort explicite en décembre 2018 : « Pour Julian Assange ». Les médias dominants des pays démocratiques ne font pas leur travail d'information et d'investigation correctement, ce qui explique pourquoi d'autres médias ou les réseaux sociaux s'engouffrent dans la béance ainsi créée.

Pourquoi Assange est-il détenu dans des conditions inhumaines ?

La question qui se pose concernant Julian Assange est pourquoi est-il en prison et menacé d'expulsion vers les États-Unis où il risque des peines de prison s'élevant à 175 ans ? Qui est-il et qu'a-t-il fait pour se retrouver en prison en situation de torture psychologique ?

Le fondateur de WikiLeaks, créé en 2006, a plusieurs fois révélé les crimes de guerre des États-Unis ou diverses informations gênantes pour divers pouvoirs à travers le monde. En avril 2010, WikiLeaks a révélé une vidéo, « Collateral murder », que le soldat Bradley Manning, devenu depuis Chelsea Manning, avait transmise, sur laquelle on voit des pilotes d'un hélicoptère Apache tuer délibérément une douzaine d'Irakiens, dont deux journalistes. Ensuite WikiLeaks a révélé le manuel détaillant le fonctionnement du camp Delta à Guantánamo, puis les carnets de guerre en Irak (*Iraq War Logs*) qui montrent les cas de torture ou d'assassinat de prisonniers⁴. WikiLeaks a aussi publié des documents sur la répression en Chine, l'espionnage d'État en Russie⁵, la banque Barclays, les MacronLeaks, ou le fonctionnement du groupe de Bildenbergh, mais ceux-ci ne motivent pas la persécution d'Assange. Par contre, WikiLeaks a aussi révélé les crimes de guerre en Afghanistan et des communications du département d'État montrant que la secrétaire d'État, Hillary Clinton, faisait espionner les représentants russes, chinois, mais aussi français et britanniques à l'ONU et que des dirigeants arabes sollicitaient les États-Unis pour que ceux-ci frappent l'Iran.

⁴ <<https://www.theguardian.com/world/2010/oct/22/iraq-war-logs-military-leaks>>.

⁵ <<https://wikileaks.org/spyfiles/russia/>>.

En 2016, WikiLeaks a publié des courriels venant du parti démocrate (DNC, Democratic National Committee) et du compte de John Podesta, le président de la campagne de Clinton. La publication de ces mails a conduit à l'accusation des Démocrates visant Assange et affirmant que la Russie avait *hacké* les ordinateurs du parti démocrate et transmis les informations à WikiLeaks, ce que l'organisation dément formellement. Selon Bill Binney, un ancien spécialiste technique de la NSA, les ordinateurs n'ont pas été *hackés*, mais les informations ont été transmises grâce à une fuite interne. À l'époque, Trump applaudissait WikiLeaks alors qu'il est maintenant l'un des architectes de la persécution d'Assange.

Les mails révélaient ou confirmaient que le clan Clinton avait organisé la triche interne au parti démocrate pour écarter Bernie Sanders, que les médias dominants avaient pris fait et cause pour la candidate démocrate et que Citibank avait eu une influence énorme dans la composition de l'administration Obama. Par ailleurs, ces mails ont permis d'apprendre que la Fondation Clinton recevait beaucoup d'argent du Qatar et d'Arabie Saoudite, pays qui achetaient beaucoup d'armes américaines lorsque Clinton était aux affaires et qui continuent à le faire sous Trump, même après les révélations sur le meurtre de Khashoggi, un Saoudien devenu journaliste critique au *Washington Post*. Ce meurtre a probablement été orchestré par le dirigeant MBS, Mohamed Ben Salmane.

Ces révélations ont aussi permis d'apprendre qu'Hillary Clinton avait été payée 675 000 dollars par la banque Goldman Sachs pour des discours devant ses cadres. Dans l'une de ses causeries, elle avait expliqué qu'elle avait un discours public opposé aux accords de libre-échange et un discours privé correspondant à ses choix politiques en faveur des intérêts de la banque et donc pour le libre-échange. Les révélations de WikiLeaks concernaient aussi le fait que le clan Clinton avait tout fait pour que les Républicains nomment Trump car, selon ce clan, celui-ci serait plus facile à battre tant il était vulgaire et outrancier.

On le voit, WikiLeaks et son principal lanceur d'alerte, le rédacteur en chef Assange, un surdoué de l'informatique, étaient vraiment dangereux pour les services secrets et diplomatiques américains. WikiLeaks avait aussi aidé Edgar Snowden à échapper aux services américains. Alors qu'au tout début de ses activités de lanceur d'alerte et de journaliste d'investigation Assange, et donc WikiLeaks, avait travaillé avec certains grands organes de presse comme le *New York Times* ou le *Guardian*, après les révélations sur Clinton et les

Démocrates américains, les médias ont traité Assange et WikiLeaks en agents de la Russie et alliés de Trump. Le *Guardian* n'a pas hésité à mentir sur les liens entre Assange et la Russie⁶. Trump, aidé de Pompeo, ancien directeur de la CIA et aujourd'hui secrétaire d'État, cherche aujourd'hui à obtenir l'extradition d'Assange pour le mettre à l'isolement pour le restant de ses jours. Que WikiLeaks ait dénoncé l'espionnage de l'État russe visant ses propres citoyens a disparu de la discussion publique.

Ceux que les défenseurs de la liberté d'expression appellent des lanceurs d'alerte sont qualifiés de traîtres par Pompeo. Hillary Clinton, qui a pourtant lancé la théorie du complot du Russiagate pour éviter de regarder les causes de sa défaite en face, est maintenant d'accord avec Pompeo et Trump sur la nocivité d'Assange. Cela reflète assez bien le consensus sur les services secrets aux États-Unis. La Chambre des représentants contrôlée par les Démocrates a voté le 18 juin 2019 contre un amendement qui aurait interdit la surveillance généralisée des citoyens par la NSA. 126 Démocrates, dont certains se présentent comme la pointe avancée de la résistance à Trump, ont voté pour l'espionnage généralisé de la NSA⁷.

45

En mars 2017, alors qu'Assange était déjà confiné dans l'ambassade de l'Équateur à Londres suite à l'asile politique qui lui avait été accordé en 2012 par l'ancien président de ce pays, Rafael Correa, WikiLeaks a révélé quels outils informatiques la CIA utilisait pour ses opérations de cyberespionnage. L'ensemble de ces révélations est connu sous le nom de « Vault 7 » et indique que la CIA dispose d'un outil, appelé *Marble framework*, permettant de faire des opérations de faux drapeau, c'est-à-dire de hacker des ordinateurs et de laisser des traces faisant croire que les services russes, chinois, nord-coréens ou iraniens ont par inadvertance laissé des messages avec leur écriture spécifique (alphabet cyrillique dans le cas de la Russie)⁸.

Bien évidemment, cela représente une défaite majeure pour les services secrets américains qui, entre autres affirment que la Russie a *hacké* les ordinateurs du parti démocrate, mais n'ont pas eux-mêmes analysé ces ordinateurs, laissant la société privée CrowdStrike le

⁶ <<https://www.monde-diplomatique.fr/2019/01/HALIMI/59400>>.

⁷ <<https://www.commondreams.org/news/2019/06/19/critics-lament-126-house-democrats-join-forces-gop-hand-trump-terrifying-mass>>.

⁸ <<https://mmsylvia.wordpress.com/2018/12/22/ray-mcGovern-julian-assange-vault-7/>>.

faire. L'analyste travaillant pour cette société qui a traité cette affaire, Shawn Henry, a par ailleurs autrefois travaillé pour Robert Mueller, ancien directeur du FBI et procureur spécial chargé d'enquêter sur une possible collusion entre Trump et la Russie.

La liste, partielle, des activités de WikiLeaks montre bien pourquoi les services secrets et les partis politiques américains voulaient faire cesser les activités d'Assange. Dès le début, les services secrets ont cherché à saper la crédibilité de WikiLeaks et lorsque, sous la pression des États-Unis, l'Équateur a supprimé la connexion Internet d'Assange, une victoire décisive avait été engrangée par les États-Unis. Le 11 avril 2019, la police britannique a été autorisée à pénétrer dans les locaux de l'ambassade équatorienne pour se saisir d'Assange qui est alors apparu vieilli et affaibli quelques minutes avant d'être emmené en prison. Les services secrets américains ont donc déjà réussi à faire taire celui qu'ils veulent incarcérer jusqu'à sa mort. En tant que lanceur d'alerte, son arrestation est déjà une mort.

46

Assange se trouvait dans l'ambassade équatorienne à Londres, car il craignait qu'une demande d'extradition de la Suède ne conduise en fait à une extradition vers les États-Unis. Crainte qui s'est révélée justifiée par la suite. En Suède, Assange était poursuivi pour tentative de viol, alors même que les deux femmes avec qui il avait eu des relations sexuelles consenties n'avaient pas elles mêmes déposé de plainte pour viol et qu'Assange s'était rendu à la police pour s'expliquer après la demande de ces deux femmes qu'il fasse un test pour le VIH. La police ne l'avait pas arrêté et il avait pu quitter la Suède sans encombre. De plus, une procureure avait classé l'affaire. En 2010, Assange intéressait déjà les autorités américaines après ses révélations sur les crimes en Irak. Ces accusations de viol et le refus, inhabituel dans ce genre d'affaire, de la Suède de l'interroger par connexion vidéo, sont plus que suspectes et ont conduit de nombreux experts, y compris Nils Melzer, à conclure qu'ils étaient motivés par des considérations politiques. Après les révélations sur les crimes de guerre, Assange fut appelé « terroriste » et de nombreux responsables politiques ou journalistiques ont recommandé son assassinat⁹.

Il est significatif que les lanceurs d'alerte, y compris celui qui aujourd'hui est idéalisé, Daniel Ellsberg, qui en 1971 avait révélé, avec l'aide du *New York Times*, les *Pentagon Papers*, aient tous pris la

⁹ <<https://www.youtube.com/watch?v=ZuQW0US2sjw> & feature =youtu.be>.

défense d'Assange¹⁰. On pourra trouver une liste des lanceurs d'alerte et anciens agents des services secrets qui en avril ont pris la défense d'Assange sur le site de *Consortium News*¹¹. Ces spécialistes de la sécurité nationale américaine, dont certains ont aussi été la cible des autorités, dénoncent les stratégies de désinformation et de diabolisation qui passent par salir la réputation des lanceurs d'alerte qu'ils appellent des « diseurs de vérité » (*truth tellers*). Ces hommes et ces femmes ne croient pas une minute à la réalité des accusations de viol.

Une autre stratégie de salissure passe par l'accusation de narcissisme. Pompeo a accusé Assange d'être un narcissique qui ne cherchait que la publicité et à s'accoquiner avec les régimes totalitaires. Le juge britannique qui l'a envoyé en prison pour 50 semaines pour ne pas avoir respecté les conditions de sa mise en liberté sous caution en 2012 a aussi déclaré qu'il était narcissique. Il est possible qu'Assange ait une haute opinion de lui-même, ce qu'affirment d'anciens proches collaborateurs, mais le narcissisme n'est pas un crime qui justifierait la torture.

Par ailleurs, il semble bien que cette catégorie psychologique soit utilisée à des fins de dénigrement des opposants politiques. Qu'Assange ait mauvais caractère ou qu'il se fâche facilement avec ses collaborateurs, voire qu'il fasse des erreurs en ne masquant pas toujours les noms de personnes innocentes dans les dossiers révélés par WikiLeaks, n'est pas pertinent. Assange a eu des conflits avec d'autres lanceurs d'alerte ou journalistes d'investigation comme Laura Poitras qui a fait un film sur lui, *Risk*, et parlé de ses relations difficiles avec lui¹²; ou Glenn Greenwald qui avec Poitras fut à l'origine des révélations d'Edgar Snowden. Greenwald n'en a pas moins critiqué les autorités américaines pour les attaques visant le journalisme, la liberté d'expression au nom d'une loi sur l'espionnage datant de la Première Guerre mondiale¹³. Les critiques de Poitras et de Greenwald sont habituelles lors de débats vifs entre journalistes et n'ont rien à voir avec une censure ou une mise en accusation. Greenwald, qui est lui même, ainsi que ses proches, la cible d'attaques personnelles

¹⁰ On peut écouter Daniel Ellsberg à cette adresse : <https://www.democracynow.org/2019/5/24/daniel_ellsberg_espionage_charges_against_assange>.

¹¹ <<https://consortiumnews.com/2019/04/30/vips-extradition-of-julian-assange-threatens-us-all/>>.

¹² <<https://www.theguardian.com/film/2017/jun/29/laura-poitras-WikiLeaks-film-risk-julian-assange>>.

¹³ <<https://theintercept.com/2019/04/11/the-u-s-governments-indictment-of-julian-assange-poses-grave-threats-to-press-freedoms/>>.

et d'accusation de narcissisme, est un journaliste hors pair qui a pris nettement position contre le harcèlement et la torture d'Assange et pour la liberté d'expression et donc le respect des sources des journalistes. Il est l'un des journalistes qui ont mis à jour les manipulations du clan Bolsonaro au Brésil pour, entre autres, écarter l'ancien président Lula du pouvoir. On l'accuse de répandre des *fake news* russes, comme dans le Russiagate des États-Unis. Notons que WikiLeaks a fait des révélations sur le Brésil et la firme Petrobras espionnée par la NSA.

La guerre contre les journalistes indépendants et les lanceurs d'alerte

Assange se retrouve en prison et en danger mortel pour de tout autres raisons que ses défauts ou erreurs. Tout d'abord, Assange a perdu l'accès à Internet et donc sa capacité de nuisance pour tous les pouvoirs qui fondent leur pouvoir sur l'obscurité, le mensonge et la menace puis Assange a été vilipendé pour des crimes supposés qu'il n'a pas commis ou des aspects supposés de sa personnalité. Ceux qui ont évoqué sa déchéance ont surtout prouvé la leur. Les États-Unis cherchent à le faire taire depuis ses premières révélations sur les crimes de guerre commis en Irak et en Afghanistan. Que WikiLeaks ait rendu la diplomatie américaine plus difficile en rendant publics des conversations, documents ou échanges montrant la duplicité de différents dirigeants est clair. Que ces révélations soient une forme de journalisme d'investigation particulièrement adaptée à l'époque dominée par le numérique est tout aussi patent.

Le journaliste d'investigation Jeremy Scahill, auteur d'un ouvrage intitulé *The Assassination Complex: Inside the Government's Secret Drone Warfare Program* sur les drones, qui est donc lui aussi engagé dans la dénonciation des crimes commis par les États-Unis, explique dans une vidéo sur le site de *The Intercept*, mais aussi dans diverses interviews, pourquoi l'arrestation d'Assange et les chefs d'inculpation retenus contre lui au nom de l'*Espionnage Act* sont un danger pour la presse et le respect de la loi aux États-Unis¹⁴.

L'administration Trump va plus loin que celle d'Obama dans les attaques contre le journalisme puisque Obama avait refusé de pourchasser Assange, sachant que les médias qui publiaient le même

¹⁴ <<https://theintercept.com/2019/06/04/the-prosecution-of-julian-assange-is-an-attack-on-our-freedom-of-speech/>>.

genre d'information pourraient eux mêmes être poursuivis. Trump, qui ne cesse d'appeler les journalistes des « ennemis du peuple », et son entourage néoconservateur et va-t-en guerre, notamment Pompeo, veulent utiliser la manière forte pour réduire au silence les journalistes, éditeurs et universitaires qui publient des informations exactes, vérifiées, mais dommageables pour les services secrets, la diplomatie ou les militaires américains.

Scahill, ainsi qu'un petit nombre de journalistes ou universitaires américains, a fort bien compris que susciter de la haine pour Assange et personnaliser une pratique permet de faire avancer un agenda liberticide. Même Nixon qui haïssait les journalistes et universitaires critiques n'avait pas osé aller aussi loin et le *New York Times* de l'époque publiait Daniel Ellsberg et gagnait ses procès, alors qu'aujourd'hui la diabolisation d'Assange a créé un climat favorable au muselage des médias. Les grands médias américains travaillent de concert avec les services secrets et l'administration, parfois même pour contourner le président actuel. James Risen a raconté ses multiples expériences d'intervention des autorités dans son travail lorsqu'il était employé par le *New York Times*¹⁵. Suite à la publication d'un article du 15 juin 2019, mentionnant les cyberattaques américaines dans les installations électriques russes, le journal s'est même vanté d'avoir soumis l'article au gouvernement. Ses sources étaient probablement les services secrets eux-mêmes. Ceci est la caractéristique du journalisme de révérence proche des sources de pouvoir et l'antithèse du journalisme authentique d'Assange qui éclaire les populations sur les actions des puissants¹⁶. Il va sans dire que la situation en France est semblable puisque les oligarques contrôlent 90 % des médias et soutiennent Macron, qui intervient dans les choix des journalistes directement ou par l'intermédiaire de Michèle (Mimi) Marchand. En Grande-Bretagne, le *Guardian* a établi des liens avec les services secrets, comme l'a révélé Matt Kennard. Les médias dominants ne remplissent pas leur fonction de quatrième pouvoir qui contrôlerait les trois autres.

Les lanceurs d'alerte sont dans le collimateur des pouvoirs constitués, l'administration Obama les a pourchassés de diverses façons et les a parfois ruinés en frais de justice¹⁷. Le journalisme

¹⁵ « The Biggest Secret », *The Intercept*, 3 janvier 2018, en ligne.

¹⁶ Lire : Ben Norton, « *New York Times* Admits it Sent Story to Government for Approval », *Grayzone*, 24 juin 2019, en ligne.

¹⁷ <<https://www.thenation.com/article/obamas-crackdown-whistleblowers/>>.

dominant est devenu un journalisme de révérence de façon encore plus marquée depuis 2001 et les attaques du 11 septembre. Il est clair que les pratiques d'intimidation des journalistes ne sont pas limitées aux États-Unis, comme on le voit en France lorsque la DGSI convoque des journalistes suite à des articles d'investigation publiés dans des organes de presse fort légitimes. Juan Branco fait le récit de quelques cas d'intimidation dans son ouvrage intitulé *Crépuscule*.

La guerre en Irak n'avait rien à voir avec la personnalité de Saddam Hussein ou la présence d'armes de destruction massive, qui n'ont servi que d'éléments de propagande pour vendre une guerre, laquelle a déclenché le chaos au Moyen-Orient et dans le monde. Dans la guerre de l'information entre les pouvoirs et la liberté de la presse, les mêmes éléments de propagande sont utilisés. Assange n'est ni un violeur ni un agent russe, mais un informaticien et journaliste éditeur hors pair, aujourd'hui torturé par des États qui se disent démocratiques, pour avoir dénoncé la torture à Guantanamo ou en Irak.

50

Focaliser l'attention sur des traits de personnalité ou son caractère est une manœuvre à laquelle certains médias qui, il y a quelques années, accueillait les révélations de WikiLeaks n'hésitent pas à recourir. Le *Guardian*, dit de centre gauche et qui continue à publier des articles intéressants et bien documentés, fait partie de ceux-ci¹⁸. Sur le site de *Mediapart*, il y a plus d'informations émanant des billets du Club rédigés par les abonnés que de la part des journalistes qui, après avoir parlé de déchéance, ont compris que l'inculpation d'Assange était un danger pour la liberté d'informer¹⁹. *Le Monde* a suivi une trajectoire semblable dans son éditorial du 13 avril intitulé « La trajectoire ambivalente de Julian Assange », il écrivait : « Julian Assange n'est pas un ami des droits de l'homme... », puis comprenait le 24 mai que l'inculpation d'Assange était « un coup porté à la liberté de la presse ».

La « poutinisation » des pratiques liberticides occidentales

Ainsi, pour une partie de la presse de centre gauche ou de gauche, l'adage « mieux vaut tard que jamais » s'applique. Ces réactions tardives

¹⁸ <<https://theguardian.fivefilters.org/assange/>>.

¹⁹ Edwy Plenel, 15 avril 2019, « Quand ils sont venus chercher Assange » qui écrit quand même : « Il y a plein de raisons légitimes d'être indifférent au sort de Julian Assange... ».

et timorées des médias illustrent le bien-fondé de la thèse sur les médias de Noam Chomsky et Edward Herman dans leur livre *La Fabrication du consentement*, (notamment leur modèle de propagande), écrit dans les années 1980, mais qui reste d'actualité²⁰. Les idées qui entrent en conflit avec les pouvoirs constitués sont à peine représentées dans les médias, qui sont généralement du côté du pouvoir en dépit de débats à la marge. Leur concept de « *flak* » (critiques diabolisantes) qui vise les rares journalistes indépendants ou les voix discordantes s'applique parfaitement au cas Assange.

Les craintes d'Assange d'être extradé vers les États-Unis, qui ont motivé son refuge dans l'ambassade de l'Équateur en 2012, sont aujourd'hui justifiées. Le soutien tardif des médias qui le vilipendaient se manifeste alors même qu'il a perdu tout pouvoir de révélation. C'est au moment où il ne peut plus être journaliste, éditeur et lanceur d'alerte que les médias, comprenant qu'ils sont les suivants sur la liste des cibles de l'administration américaine et de ses services secrets, prennent sa défense.

Plus de trois ans passés à véhiculer une théorie du complot sur le Russiagate ont tétanisé ou paralysé les médias dominants qui n'ont cessé de croire à une théorie improbable au mépris des règles déontologiques et de la recherche sur les médias²¹. Les attaques contre la liberté d'informer, qui étaient déjà virulentes durant la présidence Obama qui traquait les lanceurs d'alerte, ont pris un tour plus violent encore avec Trump, mais les médias regardaient ailleurs. Les puissances occidentales se sont rapprochées des pratiques liberticides de Poutine en pourchassant les « diseurs de vérité » alors même que leurs discours étaient tout empreints de méfiance envers la Russie ou de russophobie. Comme le dit Chomsky dans l'interview de 2018 citée plus haut : « Ils se concentrent sur ce phénomène marginal comme moyen de discréditer Trump et ignorent presque totalement les actes réellement dévastateurs accomplis par l'administration Trump. »

²⁰ <<https://www.truthdig.com/articles/noam-chomsky-the-real-election-meddling-isnt-coming-from-russia/>>.

²¹ Voir Pierre Guerlain, « Le Russiagate est une théorie du complot qui a réussi », *Recherches internationales*, n° 114, avril-juin 2019.

On peut se reporter au travail de Dominique Cardon, par exemple son article « Pourquoi avons-nous si peur des *fake news* ? », <https://aoc.media/analyse/2019/06/20/pourquoi-avons-nous-si-peur-des-fake-news-1-2/#_ftnref2> ou un chapitre de son livre *Culture numérique* disponible sur le Net : <<http://www.internetactu.net/2019/04/11/culture-numerique-fake-news-panic/>>.

Les tortionnaires torturent celui qui les dénonce et les anti-Poutine s'évertuent à lui ressembler.

Assange, Manning, Kiriakou, Drake, Snowden, Binney sont des lanceurs d'alerte courageux qui en tant que tels sont des combattants pour la liberté et la démocratie. Ils méritent le respect et l'admiration. Leurs personnalités, leurs erreurs ou leurs défauts sont peu importants au moment où ce qui compte est de résister au rouleau compresseur des pouvoirs qui craignent la lumière de la vérité. John Kiriakou, un ancien agent de la CIA devenu lanceur d'alerte, qui a passé 23 mois en prison après avoir été poursuivi en vertu de l'*Espionnage Act* par l'administration Obama pour son opposition à la torture sous l'administration Bush, déclare : « Je sais par ma propre expérience combien la CIA ment. Je ne crois pas un mot de ce qu'ils disent »²². Il est assez étrange que certains, se revendiquant de gauche, idéalisent ou croient les services secrets sur parole.

Le crime d'Assange est de pratiquer le journalisme avec talent et de mettre au jour les crimes et méfaits des puissants, donc de défendre les droits humains, notamment ceux des populations subalternes victimes de guerres. Chelsea Manning a été emprisonnée pendant sept ans, puis libérée par Obama et incarcérée à nouveau et soumise à une amende de 500 dollars par jour, qui passera à 1 000 en juillet 2019, pour son refus de témoigner contre Assange. Elle est torturée pour l'exemple afin de dissuader de potentiels lanceurs d'alerte. Assange est lui aussi un prisonnier politique torturé pour ses activités de journaliste lanceur d'alerte par des États qui n'utilisent le mot « démocratie » que pour masquer leurs forfaits, aussi bien dans les guerres qu'ils fomentent que dans leur fonctionnement ordinaire chez eux. Dans les pays dits totalitaires, qui sont effectivement tyranniques, on parle de dissidents incarcérés injustement.

C'est très exactement le cas de Julian Assange. Ai Weiwei, le dissident chinois le plus connu et célébré en Occident, le comprend bien, il a rendu visite à Assange dans sa prison de Belmarsh, mais fort peu de médias dominants l'ont mentionné ou commenté²³. Il lui avait déjà rendu visite à l'ambassade équatorienne. Un homme de principes

²² <<https://consortiumnews.com/2019/06/27/john-kiriakou-adam-schiff-the-left-wing-of-the-hawk/>>.

²³ On peut voir une photo sur ce site en allemand : <<https://www.welt.de/politik/ausland/article195273535/Ai-Weiwei-Julian-Assange-geht-es-gesundheitlich-sehr-schlecht.html>>.

JULIAN ASSANGE POURCHASSÉ POUR CRIME DE JOURNALISME

pour qui la lutte contre la censure et la torture ne connaît pas de frontières. Un autre « juste » dans cette bataille est le juge espagnol Baltasar Garzón qui avait, en 1998, tenté d'obtenir l'extradition de Pinochet du Royaume-Uni vers l'Espagne. Le dictateur chilien, ami de Thatcher, était responsable de dizaines de milliers de morts et tortionnaire, il a eu droit à la clémence de la justice britannique, pour « raisons de santé ». Assange, malade, est exposé à la cruauté des tortionnaires qui vantent la démocratie. Baltasar Garzón est l'un des défenseurs d'Assange²⁴.

Résumé:

Cet article retrace une partie du parcours de Julian Assange, emprisonné depuis avril 2019 dans la prison britannique de Belmarsh. Les révélations les plus importantes de WikiLeaks, notamment des crimes commis en Irak et en Afghanistan, ainsi que des outils d'espionnage utilisés par la CIA, font de lui un lanceur d'alerte qu'il était impératif pour les services secrets américains et britanniques de faire taire. Depuis la fermeture de son accès à Internet en 2018, c'est chose faite. Assange risque maintenant la prison à vie pour avoir informé le public des actes et actions de pouvoirs qui craignent la lumière.

²⁴ Un film sur Garzón et Assange a été réalisé en 2017, *El juez y el rebelde* (le juge et le rebelle), de Clara López Rubio et Juan Pancorbo.